

**Pourquoi les partis gouvernementaux perdent-ils dans
les élections intermédiaires? Une Enquête
Eurobaromètre 2004 et élections européennes**

Raul Magni Berton

► **To cite this version:**

Raul Magni Berton. Pourquoi les partis gouvernementaux perdent-ils dans les élections intermédiaires? Une Enquête Eurobaromètre 2004 et élections européennes. Revue Française de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2008, 58 (4), pp.643-656. <halshs-00326075>

HAL Id: halshs-00326075

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00326075>

Submitted on 1 Oct 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pourquoi les partis gouvernementaux perdent-ils les élections intermédiaires ? Eurobaromètre 2004 et élections européennes.

Raul MAGNI BERTON

SPIRIT – IEP de BORDEAUX

E-mail : r.magniberton@sciencespobordeaux.fr

Résumé :

L'objectif de cet article est de tester certaines des conséquences de la théorie des élections de second ordre au niveau individuel. La principale hypothèse testée est que plus l'élection de premier ordre (nationale) est éloignée et moins les électeurs tendent à voter pour le parti au gouvernement. Une recherche au niveau individuel permet de déterminer quel type de comportement la théorie prédit et pour quel type de personnes. Nous utilisons les données d'Eurobaromètre 2004 : elles couvrent 15 pays et environ 16.000 individus. Les résultats montrent que la théorie des élections de second ordre se vérifie au niveau micro et que cela est dû à une volatilité et à une abstention différentielle des électeurs proches du gouvernement. Ils montrent également, que le diplôme est la variable qui explique le mieux ce comportement électoral.

Abstract :

The aim of this paper is to test some of the consequences of the second-order elections theory at the individual level. The main hypothesis tested is that the more distant people are from a first order election (national) the less they like their government. An individual research allows to determinate for what kind of people this theory works. The idea is to make temporal inferences using simultaneous individual data. We use the 2004 Eurobarometer data: it covers 15 countries and approximately 16.000 individuals. Our results confirm the second-order election theory at the individual level. They show also that both the differential volatility and the differential abstention explain the electoral defeat of the governmental party. Particularly, education is the principal variable to identify the people accountable of this defeat.

Introduction

La théorie des élections de second ordre – dont la version originale remonte à l'article de Reif et Schmitt¹ – est une théorie de l'influence du temps sur l'attitude des gens envers le parti au gouvernement. Le temps est conçu ici comme cyclique et il est défini à partir des élections nationales. L'une des propositions fondamentales est que plus les gens sont éloignés d'une élection du premier ordre (nationale) et moins ils votent pour le parti qui les gouverne.

Cette proposition se fonde sur l'existence – connue de longue date - d'un cycle électoral. La popularité du gouvernement tend à décroître au fil du temps puis à remonter quand l'élection suivante approche². L'interprétation la plus connue de ce phénomène attribue au gouvernement la responsabilité du cycle. Celui-ci concentrerait les mesures potentiellement impopulaires en début de mandat en réservant la fin du mandat pour toutes les mesures qui accroissent sa chance d'être réélu³. Quelque soient les mérites de cette explication, l'originalité de la théorie de l'élection de second ordre consiste à montrer que – du fait du cycle électoral – l'issue de certaines élections dites secondaires est fortement déterminée par le moment où l'élection se situe au cours du mandat.

Curieusement, cette théorie n'a pas été testée sur des données individuelles. On ne sait toujours pas si les gens (et quels types de gens), dans les faits, aiment leur gouvernement lorsqu'une élection nationale va arriver ou vient de se passer et s'ils l'aiment moins au milieu de mandat. La plupart du temps, la vérification directe de la théorie des élections de second ordre est faite au niveau macro : par exemple, dans les pays où les élections européennes se situent au milieu d'un mandat national le gouvernement perd, alors que lorsqu'elles se situent aux alentours d'une élection nationale il gagne (ou il perd moins)⁴. Notre analyse porte sur l'élection du parlement européen, que l'on pourrait qualifier d'élection de second ordre par excellence, c'est aussi le cas où la théorie générale fonctionne le mieux⁵.

Il est donc question, dans cet article, de faire des inférences sur le temps vécu par les électeurs à partir des données individuelles simultanées. Les données utilisées sont issues des enquêtes eurobaromètres de 2004 : ces enquêtes portent sur la confiance des individus à l'égard du gouvernement national, sur le vote aux élections européennes, et couvrent 15 pays et environ 16.000 personnes. Les inférences temporelles sont tirées de deux manières :

Premièrement, nous allons comparer le temps du sondage et le temps des élections dans chaque contexte national. Les enquêtes eurobaromètre sont réalisées à peu près à la même époque de l'année (février - mars 2004), mais il s'agit de périodes différentes pour les

¹ K. Reif, H. Schmitt, "Nine second-order national elections – a conceptual framework for the analysis of european election results", *European Journal of Political Research*, 8 (1), 1980.

² J.E. Mueller, *War, Presidents and Public Opinion*, New York, Wiley, 1973. Voir aussi W.L. Miller, M. Mackie, « The electoral cycle and the asymmetry of Government and Opposition Popularity: an Alternative Model of the Relationship Between Economical Condition and Political Popularity », *Political Studies*, 1973, 71.

³ Une grande littérature a été développée depuis l'article de W.D. Nordhaus "The Political Business Cycle", *Review of Economic Studies*, 59, 1974, pp.663-688. Voir pour une présentation R. Magni Berton « Actions gouvernementales, popularité et polarisation politique : une étude comparée », *Revue française de science politique*, n° 53, 6, 2003.

⁴ M. Marsh "Testing the Second-Order Election Model after Four European Elections", *British Journal of Political Science*, 28 (4), 1998.

⁵ K. Reif, H. Schmitt, P. Norris, "Second-order elections", *European Journal of Political Research* 31 (1-2), 1997. C. Rallings, M. Thrasher "Not All 'Second-Order' Contests are the Same: Turnout and Party Choice at the Concurrent 2004 Local and European Parliament Elections in England", *The British Journal of Politics and International Relations* 7 (4), 2005.

citoyens : en effet, certains sont interrogés alors que leur élection nationale approche, d'autres juste après l'élection, d'autres enfin, en milieu de mandat. Nous avons donc bien ici une analyse sur un support simultané, mais aussi une possibilité de reconstruire l'évolution des opinions des citoyens à travers le temps sur les 15 différents pays. La variable explicative plus importante ici est donc le « temps électoral » vécu par les électeurs. Est-ce que – au niveau individuel – la distance par rapport à une élection nationale influence le vote et la satisfaction politique des gens ?

Notre deuxième objectif est de distinguer les individus qui changent d'avis à propos du gouvernement et ceux qui restent sur leur position. Pour cela, il faut reconstruire les opinions politiques habituelles des gens, celles qu'ils ont lors des élections de premier ordre. Pour saisir cette opinion « habituelle » on peut se référer à l'autopositionnement des gens sur un axe droite-gauche. L'autopositionnement indique la position idéologique sur laquelle une personne se situe « généralement ». On devrait observer alors que – parmi les gens qui se placent assez proches du parti du chef de l'exécutif – une partie est très insatisfaite du gouvernement et que les insatisfaits sont plus nombreux encore dans les pays où le gouvernement est en milieu de mandat.

Par ce biais, il est possible de trouver les caractéristiques sociodémographiques de ces individus qui changent leurs préférences au cours du mandat. Il est également possible de déterminer pourquoi le parti au gouvernement tend à perdre les élections européennes, qui tombent au milieu de mandat : est-ce dû à une plus grande abstention différentielle ou à une plus grande volatilité de la part des supporteurs habituels ?

La première section montre que l'influence du « temps électoral » est visible même au niveau individuel. La deuxième section explore la possibilité que cette influence puisse s'expliquer par une « abstention différentielle ». La troisième section évalue l'explication de la « volatilité différentielle ». Enfin, dans la dernière section, nous traçons un bref portrait des personnes qui favorisent les défaites des gouvernements lors des élections de second ordre.

Observe-t-on un cycle électoral au niveau individuel ?

L'objectif de cette première section est de déterminer s'il y a – au niveau des données individuelles d'eurobaromètre – une influence du cycle électoral sur la confiance que l'on accorde au gouvernement. Les enquêtes Eurobaromètre sont faites à peu près en même temps (février-mars 2004). Mais, comme nous l'avons dit, elles ne sont pas du tout au même moment du point de vue des citoyens : certains répondent aux questions alors que leur élection nationale approche, d'autres juste après avoir voté, d'autres enfin, en milieu de mandat. Plus précisément, comme le montre le tableau 1, nous avons classé 15 pays européens en fonction de l'éloignement (en mois) de l'élection nationale la plus proche (la précédente ou la suivante) par rapport à la date du 1 mars 2004, date conventionnelle à laquelle les interviewés répondent à la question d'Eurobaromètre⁶. Nous avons exclu les pays récemment entrés dans l'Union Européenne car – selon l'analyse que fait Schmitt des élections européennes – ces pays semblent ne pas réagir à l'élection du parlement européen de

⁶ Le sondage a été mené pendant le mois de février et de mars. Nous avons choisi l'unité « mensuelle » et uniformisé les réponses comme si elles avaient été données toutes le premier mars. A quelques jours près, cette mesure est donc fiable.

façon prévisible⁷. Autrement dit, l'élection européenne ne serait considérée comme une élection de second ordre que dans les pays qui sont dans l'Union depuis un certain temps.

Table 1 : Pays étudiés, leur position dans le cycle électoral et l'idéologie du parti du chef de l'exécutif.

Pays	Mois d'écart avec l'élection nationale la plus proche	Idéologie du parti du chef de l'exécutif.
Espagne	0	droite
Grèce	0	gauche
Luxembourg	3	centre
Autriche	7	droite
Belgique	9	droite
Danemark	11	droite
Finlande	11	centre
Portugal	11	droite
Pays Bas	13	droite
Royaume Uni	14	gauche
Suède	17	gauche
Allemagne	18	gauche
France	20	droite
Irlande	21	centre
Italie	26	droite

L'éloignement des interviewés de l'élection nationale la plus proche est alors une variable « contextuelle », la même chez tous les membres d'une même nation, que nous appellerons *cycle*. Plus la variable *cycle* est grande, et plus les personnes interrogées se trouvent dans la période creuse du cycle électoral. Il est important de souligner que le chiffre obtenu a été calculé par rapport à l'élection la plus proche, qu'elle soit avant ou après le 1 mars 2004. Nous supposons ici que le cycle est symétrique et que la popularité du gouvernement remonte à l'approche d'une nouvelle élection dans la même mesure qu'elle descend dans la première moitié du mandat. La variable *cycle* devrait entretenir une relation négative avec la confiance dans le gouvernement.

La variable dépendante est la popularité du gouvernement évaluée par la question « avez-vous confiance dans le gouvernement de votre pays? »⁸. Cette variable s'appellera *confiance* et c'est ce qu'il faudra expliquer dans cette première section.

Naturellement, le cycle électoral n'est pas le seul facteur qui influence la confiance que les individus ont dans leur gouvernement. Une autre variable de poids est la proximité avec le parti du chef de l'exécutif. Cette variable – que nous avons appelé *proxichief* – a été construite à partir de deux informations différentes. Premièrement, le plus grand parti au gouvernement

⁷ H. Schmitt, "European Parliament Elections as Second Order Elections. The Evidences Revisited", communication au Colloque *La construction européenne au prisme des élections au Parlement Européen de juin 2004*, 2004.

⁸ La formulation exacte de la question est : « Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune de ces institutions pouvez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ? ». Nous avons pris les réponses portant sur le gouvernement du pays de l'interviewé.

a été classé, selon ses orientations idéologiques, à gauche, au centre ou à droite (table 1)⁹. Ensuite, nous avons pris la question d'Eurobaromètre qui demande aux interviewés de se placer sur l'échelle gauche-droite (qui va de 1 à 10)¹⁰. Les réponses ont été regroupées en 5 groupes : extrême gauche, gauche, centre, droite, extrême droite (de 0 à 4). Nous avons ensuite soustrait la deuxième variable à la première, puis rendu négatifs tous les valeurs différentes de zéro. A l'arrivée nous obtenons une variable *proxichief* qui va de 0 (très proche) à -3 (très éloigné). Avec le procédé que nous avons utilisé, ceux qui se placent à l'extrême gauche ou à l'extrême droite ne sont jamais parfaitement proches du parti au gouvernement. Cette variable devrait être corrélée positivement avec la confiance en le gouvernement : plus on est proche du gouvernement, plus on lui fait confiance.

Nous présentons les premiers résultats dans la table 2. La variable *confiance* étant binaire, nous avons utilisé une régression logistique avec des erreurs-types ajustées pour 15 clusters, qui correspondent aux pays¹¹. D'autre part, l'âge et le sexe des personnes sont pris en compte, sans attentes particulières. Puisque l'orientation idéologique du parti au gouvernement change, on ne peut pas compter sur des influences classiques, du type « les personnes âgées et les hommes votent plus à droite ». Ce sont donc des variables qui ont une simple fonction de contrôle.

Nous avons confronté les résultats obtenus avec le modèle présenté (Modèle 1) avec les résultats obtenus avec un modèle simple qui ne prendrait en compte que le cycle (Modèle 2). Les résultats confirment l'impact des cycles électoraux sur la popularité du gouvernement. La proximité idéologique à l'égard du principal parti qui gouverne (*proxichief*) est également significative, alors que l'âge et le sexe ne le sont pas.

Table 2. Les déterminants de la confiance en le gouvernement. Régression logistique avec des Erreur type robustes ajustés pour 15 clusters.

confiance	MODELE 1		MODELE 2	
	Coef.	Std. Err.	Coef.	Std. Err.
cycle	-.04**	(.013)	-.04**	(.002)
proxichief	.32**	(.095)		
sexe	-.04	(.044)		
age	.00	(.002)		
constante	.47*	(.210)	.15**	(.034)

** p<.01, * p<.05			
Nombre d'observations	=	12330	14932
Wald chi2(4)	=	37.41**	341.25**
Pseudo R2	=	0.0299	0.0169
Classé correctement	=	61.77%	61,35%

⁹ L'orientation idéologique d'un parti peut être évaluée de différentes manières. Elle peut être déterminée à partir des manifestes électoraux (I. Budge, H-D. Klingermann, A. Volkens, J. Bara, E. Tanenbaum, *Mapping Policy Preference. Estimate for Parties, Electors, and Governments 1945-1998*. NY, Oxford University Press, 2001), à partir des avis des experts (M. Laver, (Ed.) *Estimating the Policy Position of Political Actors*. London: Routledge, 2001), mais aussi en fonction de ce que les partis disent eux-mêmes. La tripartition que nous avons utilisé – gauche, centre, droite – est grossière, mais elle est moins contestable et compatible avec tous les critères.

¹⁰ Le texte de la question est : « A propos de politique, les gens parlent de « droite » et de « gauche ». Vous-même, voudriez-vous situer votre position sur cette échelle ? ». L'échelle, comme nous l'avons dit, va de 1 à 10.

¹¹ L'analyse par clusters est due au fait que la variable cycle est écologique et sa valeur ne change pas pour les membres d'un même pays. Il est également possible de faire une analyse multiniveau, mais avec 15 occurrence au niveau supérieur, l'analyse par cluster est préférable.

Dans l'ensemble, ce modèle 1 à deux variables principales permet de prédire environ 62% des cas, ce qui signifie que le modèle n'est pas très puissant. Néanmoins, il est intéressant de noter que le modèle 2 qui ne prend en compte que le *cycle* prédit presque aussi bien (61% des cas) et même mieux qu'un modèle basé sur la seule variable *proxichief* qui lui, prédit 59% des cas¹². L'importance du cycle électoral peut également être attestée en simulant une régression linéaire avec coefficients standardisés. Dans ce cas également, le cycle est – de peu – la variable la plus prédictive du modèle. Le pouvoir explicatif des cycles électoraux dans l'élection européenne de 2004 que Schmitt observe au niveau macro¹³ (58% de la variance), peut être également observé au niveau micro. Notre analyse portant sur le niveau macro (voir annexe) explique 35% de la variance.

Mais comment le cycle électoral affecte-t-il la confiance des individus dans le gouvernement, en fonction de leur proximité idéologique avec le parti du chef de l'exécutif? La table 3 montre que cette relation est assez linéaire. Lorsque l'élection de premier ordre est peu éloignée (moins d'un an), le gouvernement devient plus populaire à tous les stades de proximité idéologique. Chez les plus proches il gagne 13%, chez les assez proches 19%, chez les personnes peu proches 11% et chez les gens pas proches du tout il gagne 19%. En somme, l'impact du temps électoral sur l'opinion que les gens ont de leur gouvernement est très clairement visible au niveau individuel.

Table 3: pourcentage de gens qui font confiance au gouvernement selon la proximité de l'élection nationale

% de confiance	Proximité idéologique avec le parti du chef de l'exécutif			
	Très proche	Assez proche	Peu proche	Pas proche
Pays avec une élection nationale moins éloignée qu'un an	56%	51%	40%	38%
Pays avec une élection nationale plus éloignée qu'un an	43%	32%	29%	19%

Dans les deux prochaines sections, nous approfondirons cette relation pour déterminer ce qui se passe exactement lorsque l'on explore l'impact du cycle électoral et de la popularité du gouvernement sur le vote.

Le gouvernement est-il victime de l'abstention des mécontents ?

L'idée qu'il y aurait une participation électorale différentielle en faveur des partis d'opposition est l'une des premières intuitions qui nous vient concernant le lien entre cycle électoral et défaite du gouvernement dans les élections de second ordre. En effet, l'autre caractéristique très importante des élections de second ordre (dont l'élection du parlement européen) est la faible affluence électorale¹⁴, surtout lorsque le cycle électoral est dans son creux. Sachant par ailleurs que le gouvernement est impopulaire, on peut faire l'hypothèse

¹² Nous avons préféré analyser les nombre de cas prédits par le modèle plutôt qu'interpréter le pseudo R2. L'interprétation de ce dernier – en ce qui concerne les régressions logistiques – est très controversée et nous préférons le laisser à la libre interprétation du lecteur.

¹³ H. Schmitt, *art.cit.* 2004.

¹⁴ Voir H. Schmitt, R. Mannheimer "About voting and non-voting in the European elections of June 1989", *European Journal of Political Research* 19 (1), 31–54, 1991.

que les partisans habituels du parti qui gouverne se mobilisent moins que les autres. Ce sont, en gros, les opposants qui vont plus voter, ce qui expliquerait la défaite des partis qui gouvernent. Cette explication sera appelée « thèse de la participation différentielle ».

Cette thèse s'appuie sur deux points fondamentaux : premièrement l'impopularité du gouvernement pousse les gens à moins voter dans l'élection de deuxième ordre. Deuxièmement, parmi ces gens, ceux qui sont proches du gouvernement votent encore moins que les autres.

Pour déterminer la pertinence de la thèse de la participation différentielle, nous avons utilisé deux variables dépendantes. La première est la *probabilité de voter*. Les interviewés sont interrogés quelques mois avant l'élection du parlement européen et il leur est demandé quelle est la probabilité – entre 1 et 10 – qu'ils aillent voter lors de cette élection¹⁵. La deuxième variable est l'*abstention*. Les personnes interrogées sont ensuite appelées à déclarer pour quel parti ils pensent voter au cas où ils voteraient. Ils ont la possibilité de répondre qu'ils vont s'abstenir ou voter blanc. Ces personnes sont très peu nombreuses (8% de l'échantillon), mais elles sont importantes car – contrairement à celles qui déclarent qu'il y a peu de chances pour qu'elles votent – elles sont sûres de ne pas voter. Il faut noter que la *probabilité de voter* est une variable qui va de 1 à 10, et doit donc être traitée avec une régression tobit, qui prend en compte les valeurs minimales et maximales de la variable à prédire. L'*abstention*, en revanche, est binaire et nous utiliserons une simple régression logistique.

La participation va être prédite à partir de deux variables : la *confiance* et la *proximité* (proximité idéologique par rapport au chef du gouvernement). Selon les hypothèses énoncées, la confiance dans le gouvernement devrait encourager à voter et la proximité à l'égard du gouvernement devrait décourager. En particulier, de leur effet conjoint il faut s'attendre à ce que – à confiance égale pour le gouvernement – ceux qui lui sont le plus proches votent moins que les autres. Ce qui revient à dire que les mécontents proches du gouvernement votent moins que les autres.

Parmi les autres variables pertinentes pour prédire l'abstention, nous en avons retenues trois. Les deux premières sont le *sexe* et l'*âge*, conformément à l'idée classique que les personnes âgées et les hommes votent plus que les autres. La troisième est plus spécifique à l'élection du parlement européen. Les personnes sondées doivent dire s'ils pensent que l'Union Européenne a un impact important sur leur vie (entre 1 et 3). Elles évaluent de façon analogue l'impact du gouvernement national sur leur vie. La variable *effetdif* que nous utilisons ici est la soustraction de l'impact du gouvernement à l'impact de l'UE. Plus *effetdif* est grand, plus les gens accordent de l'importance à l'UE par rapport au gouvernement national¹⁶.

Cette variable prend en compte le fait que l'élection européenne n'est pas une élection de second ordre pour tous les citoyens. Il faut rappeler ici que le concept d'élection de second ordre est subjectif. Une élection n'est secondaire que si les citoyens la perçoivent comme telle. Si l'Union Européenne est considérée pour la grande majorité de l'échantillon une entité politique moins importante que la Nation, pour une minorité la politique de l'UE a plus d'effets sur la vie quotidienne que la politique nationale. Ces personnes constituent environ

¹⁵ Le texte de la question est « Les élections au parlement européen auront lieu en juin prochain, pourriez vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez à ces élections ? Veuillez utiliser cette échelle qui va de 1 à 10, où « 1 » signifie que vous êtes sûr(e) de ne pas aller voter et « 10 » que vous êtes sûr(e) d'aller voter. Vous pouvez utiliser les chiffres entre 1 et 10 pour nuancer votre réponse ».

¹⁶ Le texte de la question à partir de laquelle *effetdif* a été construit est : « Pour chacune des institutions suivantes, pouvez vous me dire si vous pensez que ces activités, décisions, etc. ont un grand effet, quelques effet ou aucun effet sur des personnes comme vous ? ». Nous avons pris en compte le « gouvernement national » et l' « Union Européenne dans son ensemble ».

7% de l'échantillon et sont présents dans tous les pays européens. On peut néanmoins remarquer une proportion plus importante de ce type d'électeurs en Belgique, au Portugal et en Grèce. Cette proportion n'est pas suffisante, cependant, pour transformer l'élection européenne en élection de premier ordre au niveau des résultats généraux (voir annexe). Mais lorsqu'on observe au niveau individuel, les citoyens avec un *effetdif* faible – qui considèrent donc l'élection européenne comme une élection de premier ordre - ne devraient pas être influencés par le cycle et ils devraient aller voter plus que les autres. La variable *effedif* devrait donc être positivement corrélée avec la participation électorale. Les résultats sont présentés dans la table 4.

Table 4. Confiance, probabilité de voter et abstention

	TOBIT REGRESSION Probabilité de voter	LOGIT REGRESSION Abstention
confiance	1.75** (.122)	-.82** (.103)
proxichef	-.49** (.066)	.18** (.050)
sexe	-.30* (.119)	.05 (.091)
age	.03** (.003)	-.01** (.003)
effetdif	.34** (.077)	.08 (.059)
constante	6.81** (.253)	-1.76** (.187)
Number of obs	= 11936	10001
LR chi2	= 352.15**	103.42**
Pseudo R2	= 0.0076	0.0253

Que l'on étudie la probabilité de voter ou l'abstention, les résultats confirment la thèse de la participation différentielle. La confiance pour le gouvernement augmente les chances de voter et diminue la probabilité que l'on déclare s'abstenir ou voter blanc. A confiance égale, plus on est idéologiquement proche du chef de l'exécutif et moins on a de chance de voter. Le fait d'être proche du gouvernement, augmente également la probabilité que l'on s'abstienne où que l'on vote blanc. Il faut noter que ces résultats sont très robustes et qu'ils se maintiennent mêmes quand on les évalue indépendamment. Les proches du gouvernement, donc, votent moins de manière générale. En outre, il faut également remarquer que – selon différents paramètres que nous avons utilisés, la confiance pour le gouvernement est la variable du modèle qui prédit le mieux la participation électorale prévue.

Parmi les autres variables, seul l'*age* fait voter plus dans les deux modèles. Le *sexe* et l'*effetdif* ne sont significatifs que dans le modèle qui prédit la probabilité de voter. Les hommes votent légèrement plus, tout comme le fait d'accorder beaucoup d'importance à l'UE par rapport au gouvernement national. Ce dernier résultat confirme l'idée que l'attachement aux enjeux européens a un impact moins fort que la réaction aux enjeux nationaux.

Il y a donc bien participation différentielle dans l'élection de second ordre européenne. D'une part nous avons montré que la faible confiance dans le gouvernement pousse les gens à s'abstenir (en particulier ceux qui se sentent proches du gouvernement). D'autre part, nous avons également montré que lorsque cette élection tombe à mi-mandat, les gens sont moins confiants à l'égard de leur gouvernement. Il s'en suit que c'est à ce moment là que les gens votent moins, et en particulier les partisans du gouvernement. Voici donc l'une des raisons qui expliquent les défaites des gouvernements lors des élections de mi-mandat.

Dans la prochaine section nous aborderons une autre façon d'interpréter ce phénomène : celui de la volatilité différentielle.

Le gouvernement est-il victime de la volatilité des mécontents ?

La thèse de la volatilité différentielle réside dans l'idée que – lorsque l'élection européenne arrive au milieu du mandat – le pourcentage des partisans du gouvernement qui votent pour les partis d'opposition est plus grand que le pourcentage des voix des partisans de l'opposition en faveur du gouvernement.

Le raisonnement est le suivant : comme nous l'avons établi, l'éloignement temporel par rapport à l'élection nationale la plus proche entraîne un plus grand mécontentement à l'égard du parti du gouvernement. Lorsqu'une élection arrive, un certain nombre d'électeurs qui avaient voté pour lui choisissent de voter pour d'autres partis. Mais ceux qui avaient voté pour d'autres partis, ne votent pas pour lui. Cela se traduit par une défaite du parti au pouvoir d'autant plus grande que – puisque le taux d'abstention est plus élevé – chaque électeur qui bascule d'un parti à l'autre a un impact beaucoup plus fort sur les résultats que lors d'élections de premier ordre.

Cette thèse a déjà été soutenue, mais les résultats à l'apparence favorables, n'avaient porté que sur un seul pays ou sur des données agrégés¹⁷. Il s'agit donc ici de vérifier l'hypothèse de la volatilité différentielle à partir de ce que disent les Européens.

Nous proposons de tester cette idée en vérifiant l'impact du moment dans le calendrier électoral où les gens ont été interrogés (présenté dans la table 1) sur l'intention de voter pour le parti du chef de l'exécutif, ou pour un parti de la coalition qui gouverne. Cet impact, cependant, devra être évalué en subdivisant la population interrogée en fonction de sa proximité idéologique à l'égard du parti du chef de l'exécutif (variable *proxichef*). Nous faisons ici l'hypothèse que ceux qui sont proches du parti du chef de l'exécutif sont ceux qui votent « habituellement » pour lui, ceux qui sont « assez proches » sont ceux qui votent parfois pour lui, et ainsi de suite.

Si la thèse de la volatilité différentielle est correcte, nous devons nous attendre à ce que les électeurs proches des partis de la coalition qui gouverne se détournent – à mi-mandat – de leur parti, en préférant voter pour d'autres partis. Au contraire, les électeurs des autres partis ne voteront pas plus pour les partis qui gouvernent.

Nous utilisons deux variables binaires pour déterminer l'intention de vote des personnes. La première, prend la valeur 1 lorsque la personne interrogée a l'intention de voter pour le parti du gouvernement et la valeur 0 lorsqu'il déclare vouloir voter pour un autre parti. Ceux qui ont l'intention de s'abstenir ne sont pas comptés. La seconde variable prend la valeur 1 lorsque l'interviewé désire voter pour l'un des partis de la coalition (parti du chef de l'exécutif

¹⁷ J. Gerstlé, R. Magni-Berton, C. Piar, "Media coverage and vote in the European parliamentary elections in France (2004)", in M. Maier, J. Tenschler (eds.), *Campaigning in Europe-Campaigning for Europe. Parties, Campaigns, Mass Media in the European Parliamentary Elections*, Berlin, LIT Publishers, 2006. Voir aussi S. Hix, M. Marsh, "Punishment or Protest? Understanding European Parliament Elections", *The Journal of Politics*, 69 (2), 2007.

exclu) et 0 lorsqu'il pense voter pour d'autres partis. Ici, ceux qui veulent voter pour le parti du chef de l'exécutif ainsi que ceux qui veulent s'abstenir sont exclus. Les résultats, obtenus par une régression logistique bivariée sur quatre sous-groupes, sont fournis dans la table 5.

Table 5 : effet du cycle électoral sur la volatilité.

	Proximité idéologique avec le parti du chef de l'exécutif			
	Très proche	Assez proche	Peu proche	Pas proche
Effet du cycle électoral sur le vote pour le parti du chef de l'exécutif	-.02**	-.03**	.00	-.01
Effet du cycle électoral sur le vote pour les autres partis de la coalition gouvernementale	.08**	.06**	-.03*	-.02

Le tableau se lit ainsi. Ex : parmi les personnes idéologiquement très proches du parti qui gouverne, chaque mois qui s'éloigne de l'élection de premier ordre la plu proche diminue leur disposition de voter pour ce parti d'environ 2%.

L'éloignement d'une élection nationale a un effet négatif sur les gens très proches du parti du chef du gouvernement. Comme prévu, les électeurs proches du parti au pouvoir se détournent de lui au milieu du mandat. On peut également remarquer que ceux qui sont assez proches du parti au gouvernement votent moins pour lui dans la période creuse du cycle électoral. En revanche, l'attitude des gens qui sont plus éloignés du parti au pouvoir ne change pas au cours du mandat. Il y a donc bien ici un phénomène de volatilité différentielle : pour le parti au gouvernement, la période creuse du cycle électoral éloigne les amis, mais n'attire pas les adversaires.

Mais qu'en est-il des autres partis de la coalition gouvernementale ? Sur les 15 pays que nous avons pris en considération, 12 ont un gouvernement composé d'une coalition de plusieurs partis (les 3 exceptions sont l'Espagne, la Grèce et le Royaume Uni). Qu'arrive-t-il à ces partis « secondaires » ? Sont-ils considérés aussi responsables que le parti du chef de l'exécutif d'une situation qui crée le mécontentement ? La réponse est globalement négative.

Dans le groupe de personnes qui se sentent très ou assez proches du principal parti du gouvernement, les principaux bénéficiaires de la volatilité des mécontents sont précisément ses alliés au pouvoir. Parmi ces personnes, donc, les alliés gagnent des voix lorsque l'élection européenne tombe à mi-mandat. On peut alors penser qu'ils ne sont pas considérés responsables des méfaits dont un gouvernement est généralement accusé entre deux élections législatives. Cette conclusion doit être néanmoins nuancée en observant les personnes qui se sentent peu proches du parti du chef de l'exécutif. En effet, si le fait d'appartenir à cette catégorie ne provoque pas d'effets significatifs sur l'attitude vis-à-vis du principal parti de la coalition, cela a une incidence sur ses alliés. Dans la période creuse du cycle électoral, les gens susceptibles de voter pour les partis mineurs de la coalition gouvernementale en temps normal, se détournent de ces partis. Il y a donc bien une attribution de responsabilité à l'égard des partis de coalition, mais celle-ci ne se voit que dans le groupe d'électeurs qui sont suffisamment éloignés d'un point de vue idéologique du principal parti du gouvernement. Dans les autres cas, le départ d'électeurs volatiles qui se détournent des partis de la coalition est compensé par l'arrivée d'électeurs déçus du parti du chef de l'exécutif.

L'hypothèse de la volatilité différentielle est donc également confirmée. Elle tend cependant à montrer qu'elle ne marche que pour le principal parti de la coalition, et non pour les autres.

Ces derniers ont tout intérêt à rompre l'alliance lors des élections européennes – surtout quand elles tombent à mi-mandat – car ils récupèrent plus d'électeurs qu'ils n'en perdent.

Dans la prochaine section nous proposons une exploration des variables sociodémographiques susceptibles de décrire le profil des électeurs proches du gouvernement qui deviennent volatiles ou abstentionnistes lors des élections de second ordre.

Un début de portrait des responsables ?

Nous nous concentrerons maintenant sur une sous-partie des personnes interrogées. Nous considérons seulement les interviewés avec une double caractéristique : premièrement, ils se sentent idéologiquement très proches du parti du chef de l'exécutif et deuxièmement ils n'ont pas confiance dans le gouvernement. Ce groupe comprend 1441 personnes. Les analyses précédentes ont montré que ce sont les principaux responsables des défaites du parti du gouvernement dans les élections de second ordre, soit parce qu'ils deviennent volatiles, soit parce qu'ils s'abstiennent. Nous rappelons que ces personnes viennent de différents pays et qu'elles ont donc des idéologies et une socialisation différente. Ce qui nous intéresse ici, cependant, est d'esquisser un portrait global à partir du choix qu'elles font devant leur propre mécontentement à l'égard de leur parti favori.

Ces personnes ont alors trois possibilités. Soit elles restent *fidèles* à leur parti et déclarent, malgré tout, avoir l'intention de voter pour lui. Soit elle sont *volatiles* et disent à eurobaromètre qu'elles vont voter pour un autre parti que le leur. Soit enfin, elles sont *abstentionnistes*. Ces trois choix sont notés respectivement par 0 (fidèle), 1 (volatile) et 2 (abstentionniste). Ils correspondent à la réponse que les gens ont donnée à la question sur leurs intentions de vote.

S'agissant d'un triple choix, nous avons pris cette variable comme la variable dépendante d'une régression multinomiale dans laquelle le choix de la volatilité et de l'abstention sont comparés au choix-référence qui est la fidélité. L'objectif est de voir s'il y a des caractéristiques sociodémographiques capables de décrire les personnes selon le choix qu'elles feront.

Les variables sociodémographiques utilisées sont les plus classiques : le *diplôme*, le *sexe*, l'*âge*, et l'*endroit* dans lequel on vit (rural, petite ville, ou grande ville)¹⁸. Les résultats sont fournis dans la table 6.

Ce tableau nous offre un début d'explication. Il est possible avant tout de noter en observant la constante, que les électeurs volatiles – par rapport aux fidèles – sont bien moins nombreux. Toute chose égale par ailleurs, on reste fidèle. Ceci n'est pas vrai, en revanche, pour l'abstention, où la constante n'est pas significative. Le choix de la volatilité est donc plus rare. Naturellement le fait qu'il soit plus rare, ne signifie pas qu'il soit moins important : chaque volatile nuit à son parti « habituel » deux fois plus qu'un abstentionniste car non seulement il lui fait perdre une voix, mais en fait gagné une au concurrent.

¹⁸ Concernant le diplôme, la question est peu précise mais indicative : « A quel âge avez-vous terminé vos études à temps complet ? ». Les questions sur l'âge et le sexe ne posent pas de problèmes. La question sur l'*endroit* dans lequel on vit est posée ainsi : « Diriez-vous que vous vivez... 1-dans une commune rurale, 2 – dans une ville petite ou moyenne, 3 – dans une grande ville, 4 – Ne sait pas ».

Table 6 : profil des électeurs mécontents, mais idéologiquement proches du parti du chef de l'exécutif, selon la stratégie électorale qu'ils adoptent.

Fidèle	volatile	Abstentionniste
diplôme	.06** (.013)	-.08* (.016)
sexe	-.10 (.113)	-.04 (.232)
age	.00 (.003)	-.03** (.007)
endroit	.05 (.073)	.22 (.149)
constante	-.74* (.376)	.49 (.833)

Number of obs = 1441
 LR chi2 = 57.12**
 Pseudo R2 = 0.0231

Le choix de la volatilité n'a de relation significative qu'avec le diplôme : plus les gens sont diplômés et plus ils font le choix de la volatilité par rapport à la fidélité. Ce résultat peut sembler assez surprenant, dans la mesure où les électeurs volatiles ne sont traditionnellement pas connus comme étant plus diplômés. Cependant, il faut noter qu'il s'agit là d'une volatilité dans un contexte bien particulier : c'est face à une perte de confiance dans leur parti préféré que – lors d'une élection de second ordre – le diplôme pousse à faire des choix volatiles. Par ailleurs, ceci peut être appuyé par l'idée que les diplômés, puisqu'ils ont un accès moins coûteux à l'information politique, ont plus de facilité à choisir un autre parti. Il faut rappeler que l'élection européenne a un scrutin fortement proportionnel et – généralement – une augmentation du nombre de listes présentes. Il est souvent difficile de les connaître toutes et probablement, les plus diplômés ont plus de facilité à trouver une liste différente de leur parti habituel, mais capable en même temps de les satisfaire idéologiquement.

Le choix de l'abstentionnisme est très différent. Il est déterminé avant tout par l'âge : face au trilemme de l'élection de second ordre, les plus jeunes tendent à s'abstenir. Mais ce n'est pas une surprise : toute la littérature sur le vote montre qu'en toute occasion les jeunes s'abstiennent davantage. Ce résultat est donc assez prévisible. La relation entre diplôme et choix de l'abstention est plus intéressante. Moins on est diplômé et plus on tend à s'abstenir. Il s'agit là également d'un résultat classique. Cependant, au regard de l'analyse sur la volatilité, il tend à montrer que le diplôme est la variable qui permet de prédire le mieux – et de loin – notre trilemme.

En fait, le gouvernement peut compter sur la fidélité des personnes qui sont moyennement diplômées. Face au mécontentement de mi-mandat, ceux qui sont moins diplômés que la moyenne tendent à s'abstenir, alors que ceux qui sont plus diplômés tendent à trahir en votant pour d'autres partis. Il s'agit là d'un résultat assez décourageant pour le parti au gouvernement. S'il favorise ses électeurs diplômés lors du mi-mandat, il risque de connaître une vague d'abstention dans son camp. Si sa campagne, en revanche, parle aux peu diplômés, il va faire fuir les électeurs diplômés vers d'autres partis. Les élections de second ordre gardent donc – même au niveau micro – la caractéristique de « casse-tête » pour tous les partis qui gouvernent.

Conclusion.

Cette étude a montré qu'au niveau individuel, il est possible de tirer des enseignements nouveaux sur l'élection de second ordre, en particulier si on prend en compte le moment où le sondage a été conduit. Nous sommes parvenus ici à 3 résultats principaux.

Premièrement le cycle électoral est très visible dans l'enquête Eurobaromètre. Les enquêtés - en fonction de la distance temporelle de l'élection nationale dans leur pays - sont plus ou moins confiants à l'égard du gouvernement. La distance de l'élection de premier ordre la plus proche prédit à elle seule 61% des cas de mécontentement à l'égard du gouvernement et elle est un peu plus prédictive que la proximité idéologique au principal parti qui gouverne. Le « temps électoral » est donc une variable contextuelle de premier plan pour expliquer le mécontentement des citoyens à l'égard de leur gouvernement.

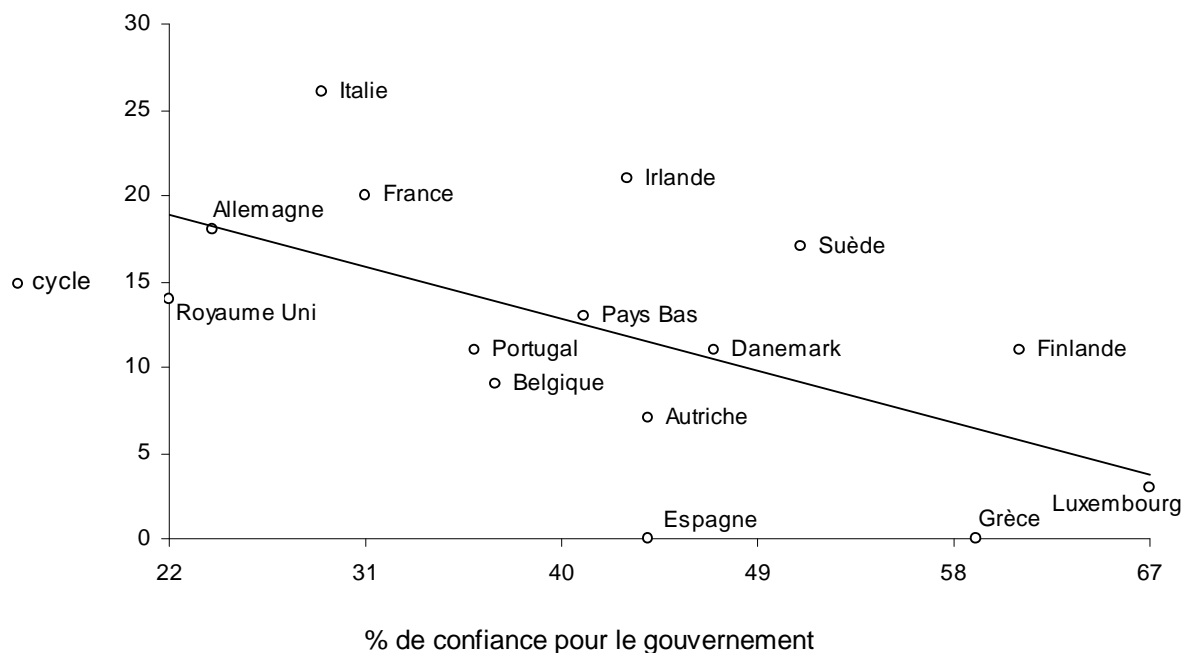
Deuxièmement, nous avons montré que le principal parti du gouvernement - lors des élections de second ordre - peut aussi bien perdre à cause d'une abstention différentielle, qu'à cause d'une volatilité différentielle. On constate en effet que les personnes plus proches idéologiquement s'abstiennent plus que les autres et, plus particulièrement, qu'elles tendent à s'abstenir lorsqu'elles sont mécontentes. On constate également, que lorsque le cycle électoral est dans son creux et que l'on prédit une défaite du gouvernement, les électeurs plus proches du principal parti qui gouverne ont davantage l'intention que les autres de voter pour un parti différent. Ceci n'est cependant pas vrai pour les partis plus petits de la coalition gouvernementale qui, s'ils sont victimes d'une certaine volatilité électorale, tendent à récupérer des voix en gagnant celles des partisans habituels du principal parti de la coalition.

Enfin, nous montrons qu'il y a une différence importante - parmi les électeurs mécontents, mais idéologiquement proches du parti du chef de l'exécutif - entre les volatiles et les abstentionnistes. Ceux qui choisissent de voter pour un autre parti sont caractérisés par un niveau de diplôme particulièrement élevé, alors que ceux qui s'abstiennent, au contraire, ont un niveau de diplôme significativement inférieur à la moyenne. Cette description encourage cependant à en rechercher d'autres, que l'analyse individuelle des données pourrait faire apparaître plus facilement que l'étude des résultats officiels des élections.

Il reste cependant une question importante à laquelle les résultats de cet article ne permettent pas de répondre clairement : dans quelle mesure les conclusions ci-dessus sont généralisables à toutes les élections de second ordre ? Il est probable qu'elles se confirment dans le cadre d'autres élections européennes. Cela serait plus ambitieux de considérer que nos résultats valent également pour les élections régionales, cantonales ou municipales. Les récentes élections municipales en France, par exemple, ont été caractérisées par une victoire de l'opposition 9 mois après l'élection législative. Comme nous l'avons vu, 9 mois permettent de prédire une défaite du gouvernement, mais pas nécessairement très large. Lors des régionales 2004, par exemple, qui elle se situait à 20 mois des législatives, la victoire de l'opposition a été bien plus importante. Il est également intéressant de noter que ces dernières ont eu lieu en même temps que le sondage d'eurobaromètre. Etant donnée leur issue, il est probable que les électeurs idéologiquement proches du gouvernement qui ont été volatiles ou abstentionnistes lors du scrutin européen, l'ont été également lors des élections régionales.

Annexe

Relation entre cycle électoral et confiance pour le gouvernement à partir des données d'Eurobaromètre. Les unités d'observation sont ici les pays.



La place des pays dans le cycle électoral est significativement corrélée avec la confiance pour le gouvernement avec un R2 de 35%.

Il faut noter ici que le cas de l'Espagne est un peu particulier puisque le pourcentage de confiance pour le gouvernement y est très faible si l'on considère qu'il s'agit d'un mois d'élection. Le chiffre n'est cependant pas surprenant lorsqu'on se souvient que le chef du gouvernement Aznar venait de traverser un scandale suite à son interprétation de l'attentat qui frappait Madrid le 11 mars 2004. Sans l'Espagne le R2 monte à 41%.